

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

Commune de Sigoyer

Procès-verbal de séance du conseil municipal / 29 mars 2002 à 16 heures

Convocation du 21.03.2002

Sous la présidence de M. Alain Bonnardel, Maire

En présence de M Pierre Coussy, Trésorier , de Mme Michalinoﬀ, secrétaire de mairie et de tous les conseillers municipaux, sauf Mme Sabine Luszczynski et Mrs A. Garcin, J-M Cornil, J-L Clément, S. Duc, ayant tous donné pouvoir de représentation.

Ordre du jour

- approbation CA 2001 (budgets commune, eau & assainissement)
- vote du B.P. 2002 (budgets commune, eau & assainissement)
- travaux bâtiments communaux
- motion OGM (organismes génétiquement modifiés)
- demandes de subventions : réserve parlementaire et fonds de péréquation
- é• lections présidentielles
- assurances / extension de garanties
- questions diverses

Le maire ouvre la séance par le rappel de la tragédie de Nanterre et demande à l'assemblée d'observer une minute de silence à la mémoire des victimes, M. Meunier donne lecture d'un texte qui sera transmis à Mme le Maire de la commune concernée.

Texte reproduit :

A un moment où les Nanterriens, frappés par l'horreur absolue, voient leur conseil municipal si durement amputé, l'équipe municipale de notre village tient à vous apporter un peu de réconfort dans la rude épreuve que vous vivez.

Notre pensée va aux victimes et à leur famille dont nous partageons la souffrance, aux blessés et aux élus dont nous tenons à saluer le courage.

Veuillez accepter nos confraternelles condoléances.

Examen du CA 2001 (voté en centimes de francs):

Le maire demande à J.Michalinoff de présenter le compte administratif. Ce document de synthèse présente les résultats de l'exécution du budget. Il retrace toutes les dépenses et recettes réalisées pendant l'année écoulée.

Il ressort une augmentation des dépenses de 32 % dûe essentiellement aux participations CCTB reportées sur plusieurs exercices (report des travaux pour intempéries, fin de programmes etc...).

La baisse de 6 % des recettes est en partie "gommée" par la recette exceptionnelle de la vente de la dernière parcelle au lotissement de Picenton.

La situation financière de la commune reste confortable ; M. Coussy, Trésorier de Tallard relaye en ce sens J. Michalinoff.

La commune a réalisé en 2001 pour 1 547 551 fr de dépenses et 1 896 553 fr. de recettes en fonctionnement, compte tenu du résultat reporté de 250 000 fr., l'année 2001 se clôture avec un excédent de 599 002 fr. Ce résultat sera affecté pour totalité au budget 2002 en investissement.

La section investissement se clôture avec un excédent de 1 363 552 fr.

En ce qui concerne le CA du service d'eau & assainissement, peu d'investissement encore, le gros des dépenses reste à venir. Il laisse apparaître un résultat excédentaire de 99 711 fr. en fonctionnement (somme qui sera affectée en totalité au budget 2002 en investissement) et de 590 252 fr. en investissement.

Pendant le vote des comptes administratifs, le maire se retire.

vote du CA /commune : oui à l'unanimité

vote du CA/ service eau & assainissement : oui à l'unanimité

Les comptes communaux sont arrêtés, les CA déposés en mairie sont à disposition du public.

Vote du B.P. 2002 (en euros) :

A partir du travail réalisé en commission finances, J. Michalinoff présente le budget 2002 :

Il est prévu une augmentation uniforme des taxes communales de 5%, cette augmentation se justifiant par la hausse des charges salariales (passage aux 35 heures et ouverture de la garderie périscolaire).

En l'absence de demandes spécifiques, les subventions aux associations ont été reconduites sur les bases 2001, il précise toutefois que les subventions ne sont pas automatiques, elles doivent être sollicitées chaque année par les associations suivant leurs besoins, et justifiées par leur bilan comptable et moral.

Une demande de subvention exceptionnelle de M. Corbel, instituteur, est déposée ce jour pour l'organisation d'un voyage scolaire (coût 600.€).

Après débat, les conseillers inscrivent la dépense, C. Paul demande que le sujet soit de nouveau abordé lors d'une prochaine séance.

En investissement, il est prévu pour 620 828 € de dépenses, concernant notamment la clôture des programmes en cours :

- garage communal, local sanitaire et fin des travaux d'aménagement de la zone des Murets
- travaux de l'école (carrelage, peinture, chauffage)

- travaux d'enfouissement des lignes quartier du Villard
- viabilisation du lotissement d'artisans
- et acquisition d'un véhicule communal

Le budget communal s'équilibre en fonctionnement sur 260 200 € de recettes et dépenses.

Le budget de l'eau est équilibré à 32 527.€ en fonctionnement et à 113 509.€ en investissement. Les principaux investissements sont : la poursuite des études en cours (schéma directeur d'assainissement, étude diagnostic du réseau d'eau et d'assainissement, montage des dossiers administratifs concernant la mise en conformité des périmètres de protection des captages de sources) et travaux de renforcement sur le réseau d'eau potable.

Les budgets sont mis au vote : acceptés à l'unanimité.

Pour des raisons professionnelles, C. Paul quitte la séance ainsi que M. P. Coussy.

Le maire poursuit l'ordre du jour :

Travaux-bâtiments communaux :

J. Ligozat donne le compte-rendu de la commission travaux du 22 mars. Le maire rappelle que les travaux de l'école ne rentrent plus dans le cadre d'un marché public, depuis la réforme des dispositions du code des marchés publics entrée en vigueur le 9 septembre 2001.

La procédure à appliquer étant définie en fonction du montant estimé du marché : aucune procédure n'est imposée lorsque le montant des prestations à réaliser est inférieur à 90 000 € H.T. . ce qui est le cas pour cette 3^{ème} tranche de travaux .

Dans ce cas précis, les entreprises consultées ont répondu à un descriptif détaillé remis par le bureau d'études.

Les entreprises retenues sont :

Travaux	TTC €
Chauffage FAVIER René	30 453.71
Peinture NOBRE LOPEZ	9174,07
Carrelage MASSE	6133,09
Menuiseries alu ARIEY-BONNET	3004.95
Stores volets	4890.65
Menuiseries PVC ASTRAGALE	7491,50

La rénovation des logements de l'école (isolation des fenêtres et transformation du chauffage) induira une revalorisation des loyers (T4 : 395 € et T2 : 290 €) ; la réduction du coût de chauffage compensera en partie cette augmentation (gaz : pas d'abonnement, bénéfice du tarif très intéressant de la collectivité).

A négocier avec les locataires, en cas de refus, le contrat de bail pourrait ne pas être renouvelé à son expiration.

De la même façon, S. Raizin précise que des économies sur le coût du chauffage électrique seront réalisées par l'isolation. A.Gabanou et S.Raizin sont réservés sur l'augmentation du loyer. Comme convenu, le système de chauffage de la maison Lagarde bénéficiera de l'installation de la cuve à gaz de l'école et sera modifié, l'entreprise FAVIER ayant été retenue par la commission pour cette prestation. (coût : 7530.19 €).

*Vote du CM : travaux /adopté à 14 voix
revalorisation des loyers : 12 voix pour, 2 abst.*

Motion OGM :

Le maire donne lecture d'une motion de la chambre d'agriculture contre la culture des OGM en plein champ dans notre département, tout en défendant l'idée de la recherche fondamentale ; de même, un courrier de divers responsables dont la confédération paysanne appelle les communes à se positionner par rapport à cette motion.

S. Raizin regrette que ce débat ne soit que départemental alors qu'il devrait être national et même européen, J. Ligozat et V. Fernandez admettent qu'on ne peut pas éviter la recherche fondamentale, M. Meunier indique qu'interdire la culture en plein champ, c'est se protéger, et qu'il s'agit d'une attitude très courageuse de la part des agriculteurs, car la culture des OGM génère d'importants bénéfices.

Vote sur le principe de la motion : adoptée à l'unanimité.

Demandes de subventions :

Le maire rappelle que les élus nationaux (sénateur, députés) disposent de fonds à mettre à disposition des collectivités, c'est dans ce cadre qu'il va faire appel à eux, et solliciter la réserve parlementaire sur un programme en cours, pour un montant d'environ 50 000 fr. (7600 €).

La commune est éligible au fonds de péréquation, une demande sera déposée auprès du conseil général.

Une délibération de principe est adoptée à l'unanimité pour ces demandes de subventions.

Questions diverses :

- Assurances communales :

Le maire indique aux conseillers que l'assurance de la commune en l'occurrence Groupama, exclut de la garantie le vol des projecteurs considérant qu'il s'agit de mobilier urbain...

Extension de garantie : le maire rappelle qu'il prête bénévolement son tractopelle à l'employé communal pour des réparations sur le réseau d'eau et souhaite être en règle avec la sécurité, il demandera une extension de garantie auprès de son assurance.

V. Fernandez propose qu'une commission de réflexion sur la sécurité soit créée pour aborder ces

problèmes.

- POS avis du contrôle de légalité :

Les observations du préfet en date du 26 mars 2002 portent sur le fond et la forme.
Un projet de réponse est soumis aux conseillers municipaux, qui l'entérinent.

- Elections présidentielles :

Le scrutin a lieu le 21 avril pour le 1er tour et le 5 mai pour le 2ème tour, de 8 heures à 18 heures, les conseillers municipaux seront assesseurs, un planning leur sera remis, et chacun devra désigner son remplaçant en cas d'empêchement.

- Collège de Fontreyne et 4ème collège :

Des parents d'élèves se réuniront mi-avril (date non précisée) pour étudier la question du 4ème collège et des travaux de réhabilitation du collège de Fontreyne.

Une délégation de la CCTB, Mrs Costorier et Arnaud, sont intervenus auprès de l'inspection académique pour proposer une solution intermédiaire : la construction de 2 collèges de 400 élèves (Tallard et La Bâtie Neuve) au lieu de la solution envisagée par le conseil général, une seule structure de 700 élèves aux Eyssagnières .

Il a été demandé de différer le choix. Bien entendu, la commune de Sigoyer, par solidarité, soutient le projet de Tallard même si l'infrastructure routière ne permet pas aux élèves de Sigoyer de se rendre au chef-lieu de canton.

La séance est levée à 19h16

Délibérations du conseil municipal

- Affectation des résultats de l'exercice 2001 / budget principal
- Affectation des résultats de l'exercice 2001 / budget annexe de l'eau
- Demande de subvention (réserve parlementaire)
- Motion OGM
- Constat de conversion pour les marchés en cours
- Convention France télécom relative aux travaux de dissimulation des lignes téléphoniques
- Création d'un poste d'agent d'entretien

Lu et approuvé, les conseillers